

L'affaire Maxime Bernier et l'immobilisme québécois

Document produit par :

Frédéric Têtu, professeur de philosophie au
Cégep François-Xavier-Garneau de Québec



Publié par LesAnalystes.ca

Mardi le 25 mai 2010

Table des matières

Introduction-----	3
D'abord le silence, puis le déferlement-----	5
L'échec de l'interventionnisme bureaucratique-----	7
L'échec du nationalisme-----	11
L'échec du souverainisme-----	23
Que faire?-----	31
Le patriotisme-----	33
Le traditionalisme-----	34
Abandonner la souveraineté?-----	39
La gauche ou la droite?-----	42
Conclusion-----	45

Introduction

Le 16 avril dernier, Maxime Bernier prononçait à Mont St-Grégoire un discours intitulé «Pour un Québec fier, responsable et autonome». Ce discours eut l'effet d'une petite bombe qui remua une bonne partie des classes politique et médiatique québécoises. Selon moi, la raison de ce brouhaha est que dans son discours, Maxime Bernier exprime deux ou trois vérités qui dérangent bon nombre de Québécois parce que, paradoxalement, elles mettent en lumière à la fois ce qui est la source de leur plus grande fierté et ce qui est la cause de leur honte la plus secrète. Dans le texte qui suit, je tenterai de démontrer que la tournure qu'ont prise les nombreuses réactions à ce discours illustrent à merveille et de manière condensée le cœur du blocage politique dans lequel le Québec s'est enlisé au cours des cinquante dernières années.

Avant de continuer, j'invite mon lecteur à lire attentivement le discours de Maxime Bernier¹. Sur la page d'accueil de son site, on trouvera aussi une revue de presse qui recense les principales réactions à ce discours.

D'entrée de jeu, j'aimerais souligner que la rhétorique est un art en perdition dans les démocraties modernes et qu'il est devenu très rare qu'un politicien prononce un discours qui mérite qu'on en parle. Celui de Maxime Bernier est une notable exception. Il offre une vue synthétique de l'évolution politique du Québec au cours des quarante dernières années (je dirais personnellement «des cinquante dernières années»); il pose un diagnostic précis et propose des avenues de solutions claires. Ce discours est animé à la fois par une vision rationaliste des choses et par une émotion bien sentie (comme bien d'autres,

¹<http://www.maximebernier.com/2010/04/pour-un-quebec-fier-responsable-et-autonome>

Maxime Bernier est un fier Québécois qui aimerait avoir plus de raisons pour justifier cette fierté).



D'abord le silence, puis le déferlement

La réaction initiale au discours de Maxime Bernier fut, au Québec, de le passer sous silence. Alors que le soir même où il fut prononcé, il faisait la une sur le site web du *Globe and Mail*, on cherchait en vain toute référence à ce discours dans les différents médias francophones. Pourtant, il avait été prononcé au Québec par un politicien francophone du Québec. J'ai tout de suite pensé que ce dans le pays du mensonge déconcertant qu'est devenu le Québec, le silence-radio avec lequel il fut accueilli montrait bien à quel point le discours de Maxime Bernier avait fait mouche. Au royaume de la pensée magique, on se convainc facilement que ce dont on ne parle pas n'a point d'existence. Pourquoi le déni de réalité est-il devenu si fréquent au Québec? Je suggérerai une explication en parlant du nationalisme.

Lorsque le déni pur et simple ne fonctionne pas, le second mécanisme pour ne pas entendre les vérités qui dérangent est la démonisation du messager. Après quatre jours de silence, Alec Castonguay dans *Le Devoir* et Éric Duhaime dans le *Journal de Québec* ont brisé la glace le 20 avril. Le signal était donné à la classe politique québécoise de sortir l'artillerie lourde pour attaquer, non pas les propos de Maxime Bernier, mais bien Maxime Bernier lui-même en tant que personne.

Il y a eu bien sûr la caricature et l'insulte. Des politiciens en poste ont traité publiquement Maxime Bernier de «vendeur de Jos Louis», de «minable», d'être «méprisable», et j'en passe. Une caricature trouvée sur le blogue de Jean-François Lisée montre Maxime Bernier en petit pingouin qui frappe des cymbales sur le dos d'un ours polaire profondément endormi, sous les yeux d'une «pinguine» à sacoches sensée représenter Julie Couillard. De fait, j'aime bien cette caricature car il me semble que le modèle québécois est bien symbolisé par le gros mammifère

dormant dans le décor figé de l'arctique, indifférent au bruit du monde qui s'agite autour de lui.

Plus important, on fit un procès d'intention en règle à Maxime Bernier. De tous les partis politiques traditionnels, des ténors ont pris la parole publiquement pour accuser Maxime Bernier d'être un vendu, un traître s'adonnant au *Québec bashing* et cassant du sucre sur le dos de son propre peuple afin de se faire du capital politique auprès des Canadiens anglais. On suggéra même à tort (Alec Castonguay, pourtant un journaliste et donc quelqu'un qui devrait être bien informé) que Maxime Bernier avait prononcé son discours au Canada anglais.

Maxime Bernier n'est pas le premier à se faire administrer cette médecine. C'est là le lot de tous ceux qui osent critiquer publiquement l'un ou l'autre des trois vecteurs dominants de la politique québécoise des cinquante dernières années. Ces vecteurs sont : l'interventionnisme d'État à tendance socialiste, le nationalisme et le souverainisme.

Or chacun de ces vecteurs se trouve aujourd'hui dans une impasse, de telle sorte que le Québec est présentement enlisé dans un triple cul de sac sur le plan politique. Critiquer le système bureaucratique-politique dans lequel le Québec se trouve et affronter le discours de langue de bois qui cherche à protéger ce système contre la critique, ce n'est pas faire du *Québec bashing*. Au contraire, c'est précisément ce que nous commande de faire notre fierté et notre amour pour notre peuple. Bien que douloureux, les diagnostics sont la pré-condition à une sortie de l'impasse.



L'échec de l'interventionnisme bureaucratique

L'échec du modèle québécois n'est pas simplement l'échec de l'interventionnisme d'État, mais bien l'échec d'un type particulier d'interventionnisme. Cet interventionnisme se caractérise par les programmes mur à mur. Afin d'assurer aux pauvres l'accès aux soins de santé, par exemple, on a créé un monopole public. Afin d'aider les enfants des familles démunies à socialiser en bas âge, on a créé un système de garderies subventionnées qui doit servir, en principe, tous les parents du Québec. Une autre caractéristique notable de ce type d'interventionnisme est son orientation corporatiste. En effet, il accorde peu de place aux individus dans les processus décisionnels et s'intéresse plutôt aux «acteurs sociaux», qu'il s'agisse des lobbies syndicaux, patronaux ou communautaires, à qui l'État accorde allègrement privilèges et subventions, quitte à engourdir les secteurs dynamiques de l'économie, quitte à endetter la province, quitte à écraser l'individu qui n'existe qu'en tant que «payeur de taxes et d'impôts». Je nomme ce type d'interventionnisme «interventionnisme bureaucratique». Dans la nomenclature plus traditionnelle de la science politique, je dirais qu'il s'agit d'une social-démocratie particulièrement rigide et qui n'est pas très loin socialisme dans son esprit, sinon dans sa lettre.

Chose certaine, au-delà des questions de sémantique, il y a une réalité triste et indéniable pour qui cherche le moindre à voir clair, réalité qui prend la forme de diverses statistiques qui tendent à montrer que le peuple québécois se trouve dans une situation peu enviable relativement au reste du monde industrialisé. Malgré nos niveaux d'endettement et d'imposition beaucoup trop élevés, les services publics laissent tomber bien des Québécois dans toutes sortes de situations. Doit-on réciter ici pour la énième fois la litanie des dysfonctions du système

étatique québécois? J'en ferai grâce à mon lecteur et me contenterai d'exprimer mon étonnement qu'on puisse tirer une quelconque fierté d'un système de services publics qui laissent la moitié de la population sans médecin de famille et qui fait poireauter les Québécois sur des listes d'attente si longues que la Cour suprême du Canada a statué dans l'affaire Chaouli que cela constitue une atteinte aux droits à la vie et à la sécurité tels que protégés par la Charte canadienne des droits et libertés! Autre fait désolant, cinq décennies de politiciens y allant à grands coups d'interventionnisme mal avisé ont fait du Québec la zone industrialisée la plus pauvre (certains diront «la moins riche») en Amérique du nord. Contrairement à ce que veut la sagesse populaire, ce n'était pas le cas à la fin des années Duplessis.

Une certaine élite voudrait que nous soyons fiers du «modèle» québécois. Loin d'en tirer fierté, je pose la question suivante : comment avons-nous pu, comme peuple, accepter que notre classe politique mette en place un pareil gâchis? Notre parcours historique ne permet pas d'établir un tel lien de causalité, et je pense pouvoir en donner une cause plus probante dans la prochaine section de mon texte.

Lorsque j'ai cette discussion avec des laudateurs du modèle québécois, il vient invariablement un moment où l'on me rétorque : «Mais il ne faut pas exagérer : les conditions de vie ne sont pas si mauvaises que ça au Québec. Pourquoi donc faire de l'auto-flagellation?» Effectivement, pour une personne en santé, scolarisée et qui a un emploi qualifié (de préférence syndiqué), les conditions de vie sont plutôt bonnes chez nous.

Mais si les conditions de vie sont plutôt bonnes pour bon nombre d'entre nous, ce n'est pas à cause de la bonne performance de l'interventionnisme de l'État québécois. C'est plutôt, en premier lieu, que nous sommes à peine 7,5 millions de personnes à nous partager un territoire ayant de remarquables avantages

naturels (dont nous ne tirons d'ailleurs pas pleinement partie car sinon, nous serions parmi les citoyens les plus riches d'Amérique du nord). D'autre part, les dysfonctions du système bureaucratique québécois sont en partie compensées, de un, par un endettement endémique et, de deux, par le programme fédéral de péréquation (programme qui est, en fait, un système d'assistance sociale pour aider les provinces canadienne plus pauvres que la moyenne). Pour l'année 2010, le Québec recevra 8,5 milliards de dollars en paiements de péréquation, ce qui représente 13% de son budget. N'oublions pas non plus que le niveau de vie des Québécois est aussi partiellement financé par un endettement personnel dangeureusement élevé, à l'image de celui des autres Canadiens.

Les facteurs qui compensent en partie les dysfonctions de l'interventionnisme bureaucratique de l'État québécois ont cependant des effets très pervers, dont l'un des principaux est la dépendance individuelle et collective. L'endettement et l'accroissement constant des paiements de péréquation font en sorte que sur le plan fiscal, le Québec est devenu dépendant du gouvernement fédéral (ce qui devrait scandaliser, à juste titre, les authentiques souverainistes). Dépendant aussi des bonzes de la haute finance, ceux qui achètent notre dette comme ceux qui, sur Wall Street, fixent notre cote de crédit (cette double dépendance est illustrée à merveille par l'exemple de la Grèce, où les conditions de vie ne sont pas si mal non plus, ce qui n'empêche pas ce pays d'être au bord du chaos social et ce qui n'empêche pas que l'incurie dans les finances publiques condamne les Grecs, surtout ceux qui sont démunis et ceux de la classe moyenne, à une graduelle érosion de leur niveau de vie).

De fait, le système public québécois a fait la preuve au cours de la dernière décennie qu'il est un trou sans fond. Malgré une quinzaine d'années de forte croissance économique, malgré la hausse des paiements de transfert du fédéral (en particulier en

vertu de l'accord sur le financement du système de santé signé avec le fédéral en septembre 2004), malgré que les paiements de péréquation aient plus que doublé, passant de 4 à 8,5 milliards de dollars par année, et malgré une loi anti-déficit, la dette du Québec a continué, bon an mal an, à augmenter de 2 milliards de dollars en moyenne avant d'exploser à la hausse avec la récession de l'an dernier. Pendant tout ce temps, le taux de décrochage scolaire n'a pas diminué, les vieillards résidants dans les CHSLD ont continué à avoir droit à un bain par semaine, et l'attente moyenne à l'urgence a continué d'augmenter. Bilan tristement désolant.

Pire encore, si nous ne changeons pas radicalement de cap, notre dépendance fiscale ira en augmentant, car le choc causé par une courbe démographique défavorable est sur le point de se faire sentir par l'entremise d'une décroissance de la population active qui sera suivie par une explosion des coûts du système de soins de santé. Le vieillissement de la population exercera des pressions énormes sur un système québécois qui est déjà dysfonctionnel. Au train où vont les choses, nos conditions de vie «pas si pires» vont se détériorer de façon palpable et le budget Bachand n'est qu'un timide début en ce sens.

Comment un peuple fier a-t-il pu laisser la classe politique l'entraîner dans un tel état de dépendance fiscale et dans une situation financière aussi précaire? Comment expliquer une telle persévérance dans l'échec de l'interventionnisme bureaucratique? Comment expliquer l'acceptation de services publics tantôt de qualité médiocre, tantôt d'une accessibilité incertaine? Je pense que cela n'aurait jamais été possible au Québec sans l'influence déterminante de l'idéologie nationaliste sur la politique québécoise des cinquante dernières années. L'échec de l'interventionnisme bureaucratique indique, plus fondamentalement, l'échec du nationalisme.

L'échec du nationalisme

Le nationalisme est une idéologie politique dont la prémisse de base est que les divers individus d'un même peuple sont fragiles et menacés. Sur le plan politique, l'individu doit donc agir non pas en fonction de ses intérêts, valeurs et préoccupations strictement personnels, mais d'abord en fonction de l'affirmation des intérêts, valeurs et préoccupations de son groupe ethnique ou de sa nation. Car étant fragile et menacé, l'individu a besoin de la force de la nation pour le protéger. Et comme c'est par l'État que la nation peut agir, le nationalisme mène à l'étatisme. René Lévesque n'a-t-il pas déclaré au début des années soixante : «L'État, c'est le plus fort d'entre nous»? Dans cette perspective, plus l'État démontre sa force en intervenant dans toutes les sphères de la société, plus il démontre la force de la nation.

Mais comment connaître ce que sont, au juste, les valeurs de la nation, et comment déterminer où se trouvent vraiment ses intérêts? L'idéologie nationaliste suppose la présence d'une élite médiatico-politique dont la fonction est précisément de répondre à ces questions. C'est d'ailleurs là une des contradictions les plus fondamentales du nationalisme : malgré un visage populiste (il prétend défendre les gens du peuple), le nationalisme est une idéologie foncièrement élitiste. En politique québécoise, je ne connais rien de plus prétentieux qu'un Gilles Duceppe clamant que son parti incarne les fameuses «valeurs québécoises». J'invite mon lecteur à méditer cette prétention. Quelles sont ces valeurs? Qui a le pouvoir de déterminer quelles valeurs sont québécoises et quelles valeurs son non-québécoises ou anti-québécoises? Dans une société complexe et moderne, n'est-il pas nécessaire qu'il y ait une diversité de valeurs hétérogènes dont certaines se contredisent et qui ne peuvent donc pas être représentées par un seul et unique parti politique? Si on ne vote pas pour le Bloc, cela

fait-il de nous de mauvais Québécois? Si on ne comprend pas que le Bloc a raison de prétendre qu'il incarne les valeurs québécoises, cela fait-il de nous des idiots?

Voici quelques exemples concrets qui illustrent ce que cela signifie que d'avoir l'esprit capté par un horizon nationaliste. Le futur CHUM incarne l'avenir de la médecine spécialisée au Québec. Le site permettant la meilleure organisation des soins et l'optimisation des coûts était le site d'Outremont. Les Québécois, en tant qu'individus qui paient des taxes et reçoivent des soins, avaient donc intérêt à ce que ce soit ce site qui soit retenu. Mais la nation québécoise est francophone et les leaders nationalistes croient qu'une bataille épique pour la survie du français se joue au centre-ville de Montréal. Les intérêts de la nation, tels qu'interprétés par quelques exégètes privilégiés, sont donc que le futur CHUM soit plutôt construit au centre-ville de Montréal sur le site de l'Hôpital Saint-Luc. Le projet sera plus coûteux et il sera plus difficile d'en contrôler les coûts, le nouvel hôpital sera plus difficilement accessible et il y aura un nombre insuffisant de places de stationnement (on a suggéré que cela aurait comme effet positif d'inciter les malades à utiliser le transport en commun...), des contraintes d'espace limiteront le développement futur du nouvel hôpital; qu'à cela ne tienne : il y aura plus de francophones au centre-ville de Montréal! Les citoyens en auront moins pour leur argent, mais la «nation» sera contente.

Autre exemple : le site du stade olympique : si les francophones ne se rendent pas en nombre suffisant au centre-ville, on s'est dit qu'il fallait alors amener le centre-ville chez les francophones de l'est de l'île de Montréal. On connaît la suite : le centre-ville est demeuré au centre-ville, la clientèle naturelle des Expos est demeurée dans l'ouest de l'île et Montréal a perdu son club de baseball professionnel. Et ne parlons pas de l'échec du projet de site permanent pour le Cirque

du Soleil. Les francophones de l'île de Montréal sont le fer de lance du nationalisme québécois : il n'est donc pas étonnant que ce soit à Montréal que le nationalisme québécois fasse le plus de dommages.

Dernier exemple : je connais des nationalistes de droite qui étaient en profond désaccord avec l'essentiel des politiques des différents gouvernements péquistes mais qui, par conviction nationaliste, ont voté pour le PQ élection après élection pendant une trentaine d'années. Lorsqu'ils votaient, ils mettaient de côté leurs valeurs individuelles au profit de ce qu'ils croyaient être les intérêts de la nation.

Le nationalisme, je l'ai dit, va de pair avec l'interventionnisme. En ce sens, c'est une des plus grandes erreurs de la science politique que d'associer le nationalisme à la droite du spectre politique. Je pense au contraire que le nationalisme est une idéologie collectiviste de gauche, et nous avons sur chaque continent des mouvements qui prônent ou prônaient à la fois une augmentation de l'interventionnisme d'État et une vision nationaliste des choses. Ou, pour être plus précis, qui prônaient une émancipation de la nation au moyen de l'interventionnisme étatique. Le PQ est loin d'être une exception à cet égard.

Mais l'échec de l'interventionnisme d'État n'aurait-il pas dû mener depuis longtemps à une remise en question des postulats du nationalisme? Encore aurait-il fallu que l'échec de l'interventionnisme d'État soit constaté, ce qui, fait renversant, n'a pas encore été le cas chez une majorité de Québécois. On constate bien, à la pièce, que ceci ou cela fonctionne mal ou ne fonctionne pas, mais la prise de conscience que c'est l'ensemble de l'édifice étatique qui est à revoir fait encore défaut. Ceci n'est pas surprenant, car il se trouve bien des commentateurs dans les grands médias québécois pour même encenser cet interventionnisme qu'ils désignent affectueusement à

l'aide du gentil vocable de «modèle québécois». Qu'on nous présente comme étant un modèle ce qui, en dernier analyse, est un système bureaucratique pour le moins boiteux, voilà qui mérite un sérieux questionnement. Et je pense que les mécanismes psychologiques mis en place par le nationalisme recèlent la clef pour résoudre cette énigme.

Plus qu'une idéologie politique, le nationalisme relève d'abord et avant tout de la psychologie collective. S'abreuvant du sentiment d'insécurité des individus, le nationalisme a donc intérêt, pour se perpétuer, à cultiver chez les gens du peuple une conscience malheureuse, honteuse et aliénée. Par exemple, on nous raconte notre histoire comme une suite d'humiliations aux mains d'élites étrangères trop contentes de nous exploiter. Selon la vulgate nationaliste, nous sommes un peuple de colonisés. Les Anglais, les *Canadiens* et le grand capital américain, avec la complicité d'un clergé corrompu, ont fait de nos ancêtres des ignorants, des impuissants et des locataires sur leurs propres terres. Cette narration culmine avec le mythe suprême : la grande noirceur, et le nom de Maurice Duplessis sert de mantra pour évoquer à quel point nous étions misérables et petits avant que l'État québécois ne devienne obèse.

Pour la chronique, notons en passant que la première moitié du XXe siècle fut pour le Québec une période de croissance accélérée tant sous les libéraux de Taschereau que sous l'Union nationale de Duplessis, et tant sur le plan économique que sur les plans social et institutionnel. Nous n'avons pas à avoir honte de notre histoire et Maxime Bernier a eu raison de se dire fier des quatre cents années d'histoire de notre peuple, histoire marquée par les vertus de gens ayant démontré au cours des ans une remarquable persévérance et un grand courage. Et tant qu'à parler d'histoire, notons que les Patriotes n'étaient pas des nationalistes qui se révoltaient contre les Anglais, mais bien des républicains libéraux, autant anglophones que francophones,

qui, prenant exemple sur les États-Unis d'Amérique, voulaient libérer le Canada du joug de la couronne britannique. Suite aux rebellions des Patriotes, beaucoup plus d'insurgés anglophones furent pendus ou déportés que d'insurgés francophones, mais ne compter pas sur le clergé nationaliste pour vous en parler.

Revenons-en aux mécanismes psychologiques du nationalisme, qui permettront d'ailleurs de comprendre pourquoi les nationalistes occultent la participation active des Canadiens-anglais dans les insurrections des Patriotes. Afin de nourrir le sentiment d'insécurité et d'aliénation chez les gens du peuple, les leaders nationalistes doivent déployer une vision du monde paranoïaque qui consiste à interpréter la réalité comme étant peuplée de personnages et de groupes puissants et mal intentionnés qui nous veulent du mal, dont nous devons donc nous méfier et dont nous devons être protégés. Il s'agit des fameux «ennemis du Québec», auxquels les leaders nationalistes font régulièrement référence. Quant Gilles Duceppe a comparé le travail du Bloc à celui des résistants français lors de l'occupation nazie, il trahissait ce réflexe paranoïaque. En ce sens, et bien qu'ils soient parfaitement ridicules, ces propos de Duceppe méritent d'être pris au sérieux car ils laissent voir avec une limpidité remarquable un mécanisme profondément ancré dans la conscience de tous les nationalistes, quoique ce mécanisme s'exprime de manière différente chez les uns et les autres.

Pour donner une autre illustration du discours nationalistico-paranoïaque à l'œuvre, j'aurais pu prendre le texte de Guy Bouthilier dans lequel il parle de Montréal comme d'une ville «menacée par l'impérialisme anglais» (ce texte est cité et analysé par Martin Masse²), mais en écrivant ces lignes je suis tombé sur la réaction au discours de Maxime Bernier d'une citoyenne de Québec publiée dans le courrier du lecteur du

² <http://www.quebecoislibre.org/DIR070594.htm>

journal *Le Soleil*³. J'invite mon lecteur à lire attentivement ce petit morceau d'anthologie (noter la préoccupation typiquement paranoïde pour les «autres» énoncée dès le premier paragraphe).

Avant d'aller plus loin, j'aimerais préciser qu'en parlant de «paranoïa», j'entends utiliser ce terme au sens strict et clinique du terme. Ma référence principale est *Psychoanalytic Diagnosis; Understanding Personality Structure in the Clinical Process* (Nancy McWilliams, Guilford Press, 1994), et j'en profite pour remercier le docteur Steve Radermaker pour avoir attiré à mon attention les mécanismes qui perturbent la personnalité de type paranoïde.

De plus, j'aimerais faire deux nuances importantes. Tout d'abord, un nationaliste peut être paranoïaque sur le plan politique et mener une existence parfaitement saine dans les autres sphères de sa vie (nous avons tous rencontré des personnes qui, au demeurant tout à fait affables, changent de registre et de personnalité lorsque la discussion tombe sur la politique). D'autre part, certaines personnes se disent «nationalistes» alors que je les caractériserais plutôt de «patriotes» ou encore de «traditionalistes» (je reviendrai sur ces catégories en fin de texte); ces individus, fiers Québécois, ne sont nationalistes que dans un sens large et mal défini (on y réfère souvent avec dédain en les appelant les «nationalistes mous»). Ce n'est pas de ces personnes dont je parle dans la présente partie de mon texte. De fait, c'est une distorsion découlant de l'influence du nationalisme que de croire que tout individu fier d'être québécois doit de ce fait être considéré comme étant un nationaliste.

J'aimerais aussi mentionner que je ne suis pas le premier à associer le nationalisme à des traits de personnalité paranoïdes. Dans un texte publié en 1992, Martin Masse écrivait⁴ :

³ <http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/opinions/carrefour/201004/30/01-4275934-leconomie-mais-a-quel-prix.php>

«L'idéologie nationaliste a donc tendance à noircir la réalité du groupe en le décrivant comme exploité, opprimé par un Autre colonisateur, tout en faisant miroiter les splendeurs d'un «destin national» qui ne sera atteint que si chacun s'inspire des héros et exploits nationaux et met ses intérêts individuels après ceux du groupe. En apparence contradictoires, le discours misérabiliste et le discours mégalomane se nourrissent l'un l'autre et servent tous deux de déclencheur pour motiver l'action collective.»

De même, André Pratte suggère dans *Au pays des merveilles; Essai sur les mythes politiques québécois* (VlB éditeur, 2006) que discours nationaliste oscille entre le mythe du «pays des martyrs» que serait le Québec historique et le mythe du «pays des merveilles» que serait un hypothétique Québec souverain. Dans les mots de McWilliams :

«The main polarity in the self-representation of paranoid people is an impotent, humiliated, and despised image of the self versus an omnipotent, vindicated, triumphant one. A tension between these two images suffuses their subjective world.» (p.214)

Revenons donc à nos moutons (c'est le cas de le dire). Parmi les « ennemis du Québec», les plus dangereux aux yeux des nationalistes sont les «ennemis de l'intérieur», ces collabos qui, par intérêt purement personnel, coopèrent avec les ennemis de l'extérieur pour maintenir le peuple dans l'oppression. Naguère, ce fut le clergé qui maintint le peuple dans l'ignorance et le fit servile. Depuis que la providence étatique a remplacé la providence divine, ceux qu'on appelle avec mépris les «*French Canadians* de service» ont pris la relève : il s'agit de ces Québécois francophones qui œuvrent sur la scène politique fédérale et qui coopèrent avec des Canadiens de tout le pays afin de faire fonctionner le mieux possible la fédération canadienne. La représentation emblématique de cette race d'ennemis de

⁴ <http://www.quebecoislibre.org/DIR111192.htm>

l'intérieur est Pierre Elliot-Trudeau, ce «faux» Québécois dont la mère était anglophone et qui a trahi le peuple québécois en le bernant. Il est bon de rappeler que selon la vision nationaliste, les gens du peuple étant petits et fragiles, ils sont donc faciles à berner. C'est d'ailleurs ce qui leur arrive à chaque fois qu'ils ne suivent pas les consignes des bons bergers de l'élite nationaliste.

Les ennemis de l'intérieur sont bien plus dangereux pour les nationalistes que les ennemis de l'extérieur. De fait, les ennemis de l'extérieur, qu'ils existent véritablement ou qu'ils soient de pures projections, sont utiles à la vision nationaliste et lui sont même nécessaires parce que constitutifs de la conscience nationaliste. Pour le dire simplement, si les ennemis de l'extérieur disparaissaient, le nationalisme disparaîtrait lui aussi car il aurait alors perdu sa raison d'être.

À l'inverse, les ennemis de l'intérieur représentent une menace mortelle pour la conscience nationaliste. En effet, les ennemis de l'intérieur suggèrent par leur comportement que des attitudes constructives de coopération peuvent réussir. Ce faisant, ils tendent à démontrer que les supposés ennemis de l'extérieur sont plutôt, de fait, des alliés potentiels, et que la conscience paranoïde du nationalisme tourne à vide; qu'elle est donc stérile, voire même carrément néfaste.

On aura compris que c'est dans cette catégorie honnie des ennemis de l'intérieur que, suite à son discours, fut placé Maxime Bernier par les bons bergers du nationalisme, et c'est ce qui explique la hargne des attaques personnelles dont il fut victime. Cela explique aussi pourquoi ces attaques furent strictement *personnelles* et qu'aussi nombreuses furent-elles, aucun des détracteurs de Maxime Bernier n'a daigné véritablement s'intéresser aux idées exprimées dans son discours.

À cet effet, le commentaire du 21 avril que fait Jean-François Lisée sur son blogue est particulièrement intéressant. Lisée nous y présente Maxime Bernier comme un «Trudeau néo-conservateur». Faisant d'une pierre deux coups, il associe ainsi Bernier tant au démon de l'intérieur (Trudeau) qu'au grand démon de l'extérieur (George W. Bush, dont la présidence fut largement inspirée par l'idéologie néo-conservatrice). D'une part, Bernier fait dans son discours une référence directe à Trudeau afin d'expliquer que leurs visions du fédéralisme canadien sont à l'opposé l'une de l'autre. D'autre part, il est bien connu que Maxime Bernier est un libertarien. Or le libertarisme est à l'opposé du néo-conservatisme. Pour un libertarien, la présidence de George W. Bush fut un fiasco de A à Z. En personnalisant sa réaction au discours de Maxime Bernier et, surtout, en faisant deux amalgames farfelus pour le prix d'un, Jean-François Lisée nous montre de façon spectaculaire à quel point un brillant cerveau peut dérailler sous l'effet de la paranoïa nationaliste.

Le refus, ou plutôt l'incapacité, à confronter Maxime Bernier sur le contenu de son discours fait ressortir la dimension de la paranoïa nationaliste qui est la plus problématique pour l'avenir du Québec, soit le refus viscéral de l'introspection. Obnubilé par son combat contre les ennemis de la nation, la conscience nationaliste est absorbée par ce qui lui est extérieur, et cela lui rend impossible l'autocritique. Au contraire, nous remettre en question risque de nous affaiblir face à nos ennemis : nous devons donc à l'inverse nous donner du courage en faisant des démonstrations de force imaginaires et en faisant la constante louange de ce que nous sommes et de ce que nous accomplissons, quitte à le monter en épingle ou à l'inventer de toute pièces.

Congénitalement malheureuse et habitée par une culpabilité honteuse, la conscience nationaliste ne revient sur elle-même que pour faire la litanie des injustices et des humiliations dont

elle considère qu'elle fut victime au cours de son histoire. Elle a tendance à voir sa propre histoire comme étant la somme de ces injustices et de ces humiliations, auxquelles elle cherche désespérément à échapper en combattant ses «ennemis».

L'incapacité à l'introspection a comme conséquence que dans une société possédée par le nationalisme, les véritables débats publics sont impossibles. Par exemple, les «grandes» réalisations de l'interventionnisme québécois des quinze dernières années, soit le système des garderies subventionnées, l'assurance-médicament et le congé parental, ne firent ni l'objet de campagnes électorales, ni l'objet d'un débat musclé lors de leur adoption, ni l'objet d'une remise en question en profondeur après que quelques années d'existence eurent permis d'évaluer les effets positifs et négatifs de ces mesures. Dans une société captée par le nationalisme, ce qui nous tient lieu de débats publics est un ergotage sans fin sur la manière et sur la forme, sur le ton et sur le style, le tout centré sur les détails et non l'essentiel.

Une foules d'exemples illustrent l'incapacité québécoise à l'introspection, et donc au débat public. Le PQ, par exemple, avec ses débats à ne plus finir sur le comment de l'accession à la souveraineté et son incapacité à formuler les raisons qui motivent, sur le fond, ce projet. Autre exemple : j'étais fort intéressé dans les années 80 par le cursus de l'école secondaire et j'étais particulièrement en faveur d'un retour à la fréquentation de la littérature classique : or toute personne se prononçant en ce sens était taxée de vouloir revenir au fameux cours classique de l'époque Duplessis et ce procès d'intention fallacieux mettait inmanquablement fin à la discussion. Plus récemment, Jean Charest, fraîchement débarqué sur la scène provinciale en 1998, a débuté sa première campagne à la tête du PLQ en déclarant qu'il voulait faire des changements au Québec en s'inspirant du modèle ontarien de Mike Harris : les nationalistes

ont attaché leurs grelots et la campagne électorale était terminée avant même que d'avoir commencé. Plus frappant encore, on se souviendra du sort réservé au programme réformateur proposé par l'ADQ en 2003 : à cette occasion, les idées de l'ADQ ne furent pas examinées sur cette place publique que sont devenus les médias, elles furent fustigées; et les adéquistes, Mario Dumont en tête, ne furent pas critiqués, ils furent lapidés. Indépendamment de la pertinence ou non de ces idées et de l'habilité ou non de ces politiciens, mon point est le suivant : il n'y a pas eu de véritable débat public bien qu'il y ait eu un véritable capharnaüm médiatique.

J'ai beau chercher, ne je vois que le réflexe répressif de la paranoïa nationaliste pour expliquer comment nous en sommes venus au cours des dernières années à tolérer l'intolérable au Québec. Un bel exemple de ce que veux dire par «l'intolérable» se trouve illustré par l'affaire Chaouli, dont j'ai déjà parlé. Mais si les malades qui souffrent sont citoyens du Québec, le tribunal qui s'est prononcé dans cette affaire était, lui, la Cour suprême *du Canada*. Toujours est-il qu'au lieu de causer la commotion qu'il aurait dû causer, ce jugement de la Cour suprême est passé relativement inaperçu, que le bon docteur Chaouli n'est pas devenu le héros populaire qu'il aurait dû devenir et que le gouvernement québécois a pu s'en tirer avec une inaction quasi-complète. Des milliers de Québécois souffrent encore et parfois meurent sur d'interminables listes d'attente. Une occasion en or nous fut offerte par l'affaire Chaouli de procéder à une sérieuse remise en question de notre système de santé. Mais c'est notre incapacité collective à l'introspection qui l'a emporté. Qui sera surpris alors que l'un des traits caractéristiques de la société québécoise soit son immobilisme?

L'échec de l'interventionnisme étatique ne fut possible que par l'emprise qu'a exercée le nationalisme sur la politique québécoise des cinquante dernières années. Cet échec de

l'interventionnisme marque donc aussi l'échec du nationalisme à améliorer le sort des simples citoyens. Dans le contexte québécois, ces deux échecs furent consolidés par un troisième : l'échec du souverainisme.



L'échec du souverainisme

Les leaders souverainistes, du temps où ils parlaient encore de souveraineté, prétendaient souvent qu'avec la souveraineté, le Québec deviendrait enfin une société normale. Certains de ces leaders en faisaient même leur argument principal, presque définitif, en faveur du projet souverainiste. Il est effectivement possible que, une fois devenus souverains, les Québécois puissent enfin sortir de la paranoïa nationaliste et procéder aux débats politiques «normaux» auxquels procède toute société saine et mature. Ce serait certes *possible*, mais ce n'est pas *certain*.

J'imagine au contraire déjà les leaders politiques d'un Québec devenu souverain nous expliquer que les ratés du système sont dues à la mauvaise foi des partenaires du Canada anglais qui ne veulent pas nous laisser une chance, ou encore à la cupidité des banquiers de Wall Street, ou encore à la conjoncture imprévisible et incontrôlable de l'économie mondiale. Après tout, la Grèce est un pays souverain et il se trouve bien des Grecs qui, face à la faillite de leur pays, accusent l'Union européenne, le Fonds monétaire internationale, les banques étrangères, la cupidité des spéculateurs et la productivité des allemands. Le gouvernement grec vient même d'annoncer qu'il envisage d'intenter des poursuites contre certaines banques américaines. La souveraineté ne paraît donc pas être une cure contre la manie du déni de la réalité et contre le réflexe paranoïaque qui consiste à toujours regarder à l'extérieur de soi-même pour justifier les choses détestables qui nous arrivent.

Je suis donc sceptique quant au caractère «thérapeutique» que pourrait avoir la souveraineté. D'autant plus que rien ne nous empêche de devenir responsables dès *maintenant*. Nous n'avons pas besoin d'attendre la souveraineté du Québec pour revoir nos systèmes de santé et d'éducation, pour remettre en question les

inefficacités introduites dans l'économie par l'interventionnisme d'État, pour dénoncer les injustices intergénérationnelles occasionnées par le «modèle québécois».

Toujours est-il que les souverainistes ont perdu les deux référendums. Il est intéressant de noter qu'à chaque occasion, les souverainistes, qui sont aussi des nationalistes, en ont blâmé des agents «extérieurs» (l'intervention et les fausses promesses du fédéral en 1980; «l'argent et le vote ethnique» en 1995). Or la véritable cause des défaites souverainistes n'a rien à voir avec quelque facteur extérieur. Les souverainistes ont perdu parce qu'ils ne sont pas parvenus à convaincre une majorité de Québécois du bien-fondé de leur projet. Si les Québécois avaient vraiment tenu à devenir souverains, ils auraient voté «oui» en masse et nous serions souverains depuis un temps déjà. Au début des années 90, les Litvaniens sont allés votés littéralement à l'ombre des canons des chars russes; pourtant, près de 100% des Litvaniens de souche ont voté en faveur d'une Litvanie souveraine. Ce seul exemple suffit à faire rejeter du revers de la main toutes les théories tortueuses au sujet des référendums supposément volés.

Mais l'échec du souverainisme est plus profond que les deux défaites référendaires. L'échec le plus nuisible des souverainistes fut leur incapacité à assumer ces deux défaites. Cette incapacité à assumer la défaite ainsi que le profond blocage de la politique québécoise qui en découle sont brillamment analysés par mon collègue Daniel Jacques dans son livre le plus récent (*La fatigue politique du Québec français*, Boréal, 2008).

En refusant d'accepter et d'admettre la défaite, les souverainistes sont devenus une véritable nuisance sur la scène politique québécoise. Trop faibles pour accomplir leur projet, ils sont juste assez forts pour maintenir la dynamique politique dans l'axe fédéraliste-souverainiste. Ce faisant, ils renforcent

l'immobilisme québécois et sont, de plus, des vecteurs de confusion lorsqu'ils imputent à tort cet immobilisme au fait que nous avons voté «non» lors des deux référendums sur la souveraineté. Cette confusion est admirablement illustrée par l'expression de Bernard Landry, qui prétend que l'immobilisme québécois serait dû au «nonnisme». À l'inverse, je suggérerai que, plutôt que de faire la souveraineté pour sortir de l'immobilisme, c'est en sortant de manière décisive de l'immobilisme québécois que nous pourrions à nouveau envisager de façon sérieuse la possibilité de faire la souveraineté du Québec.

La nuisance souverainiste découle aussi de leurs incessants combats d'arrière-garde avec le gouvernement fédéral ou avec les anglophones du Québec. Espérant que les Québécois voient un jour la lumière, les leaders souverainistes sont constamment à l'affût de tout ce qui pourrait semer une nouvelle querelle linguistique sur l'île de Montréal ou de tout de qui pourrait causer une bonne vieille querelle fédéral-provincial entre Québec et Ottawa. Il est intéressant, en passant, de remarquer que ces querelles tournaient autrefois toujours autour de la question du partage des champs de compétences gouvernementales mais que, depuis une quinzaine d'années, signe des temps, les politiciens souverainistes utilisent presque exclusivement des réclamations d'ordre monétaire afin de semer la zizanie entre les différents ordres de gouvernements. Ce signe des temps est une des preuves de la banqueroute du «modèle» québécois, preuve aussi de la dépendance fiscale dans laquelle cette banqueroute nous a menés et de la perte de fierté des politiciens souverainistes qui ont été incapables d'assumer la double-défaite référendaire.

Selon ces politiciens souverainistes, donc, le Québec ne reçoit pas assez d'argent de la part du gouvernement fédéral, et il est surtout important de noter que pour eux, le Québec n'en recevra *jamais* assez, puisqu'il s'agit, d'une part, de renflouer temporairement un système étatique dont l'appétit est insatiable

et que, d'autre part, il s'agit aussi d'encaisser périodiquement des refus qui seront aussitôt interprétés comme autant de preuves que le système fédéral nous défavorise et que nous aurions donc intérêt à en sortir. Car en exigeant toujours plus d'argent du fédéral, les leaders souverainistes ne sollicitent pas la générosité des Canadiens mais réclament plutôt ce qu'ils prétendent être un dû. Lorsque nous recevons plus d'argent de la part du fédéral, nous n'avons aucune gratitude à avoir selon cette logique, car ce n'est que notre argent qui nous est rendu. Ce qui est nié en filigrane, c'est la légitimité du pouvoir de taxation du gouvernement fédéral au Québec, comme si nous étions déjà souverains et que le gouvernement fédéral refusait de le reconnaître en s'introduisant dans le champ fiscal québécois alors que dans les faits, c'est exactement l'inverse : le Québec n'est pas un pays souverain et les politiciens souverainistes refusent de l'accepter. Ainsi, lorsque le gouvernement fédéral augmente ses paiements de transfert vers le Québec, ce n'est en aucun cas une preuve que le système fédéral fonctionne bien pour le Québec, mais lorsque le fédéral répond «non» à l'une ou l'autre des innombrables demandes de fonds que le gouvernement québécois lui fait, c'est tout de suite la preuve indubitable que le système fédéral fonctionne à notre détriment. Et si le fédéral ne disait jamais non, ce serait simplement la preuve que le gouvernement provincial en place n'en demanderait pas assez et défendrait donc mal les intérêts du Québec. Selon cette pernicieuse logique de quémandeur invétéré, le fait que le fédéral dise «oui» à certaines de nos demandes est même interprété comme une preuve qu'il a tort de dire «non» à toutes les autres.

Le lecteur perspicace me rétorquera ici que le phénomène décrit ici est autant caractéristique du comportement du PLQ que de celui du PQ vis-à-vis du gouvernement fédéral. Pourquoi donc le mettre alors sur le compte de l'échec du souverainisme? Je m'explique.

L'échec fondamental du souverainisme, je le répète, a été son incapacité à assumer ses défaites référendaires. La conséquence la plus néfaste de cet échec est de maintenir la classe politique québécoise traditionnelle dans une impasse. Le PLQ continue à rivaliser avec le PQ et pour ce faire, il doit lui aussi porter les oripeaux du nationalisme. Alors qu'il n'y a dans la société québécoise aucun mouvement vital vers la souveraineté, le spectre du projet souverainiste hante notre classe politique. PLQ et PQ rivalisent à savoir lequel des deux défend le mieux les fameux «intérêts du Québec». Dans un contexte de paranoïa nationaliste, cela doit se faire en rapport à un ennemi extérieur : le gouvernement fédéral. Le PLQ autant que le PQ traite le gouvernement fédéral comme le gouvernement plus ou moins étranger, et donc plus ou moins légitime au Québec. L'usure du temps faisant son œuvre, ces deux partis alternent au pouvoir, mais c'est toujours la même vieille pièce usée à la corde qui se joue, hors du temps et donc hors de l'histoire. Ainsi, au sens strict, rien n'arrive vraiment au Québec, rien ne change véritablement, et nous assistons plutôt à l'éternel retour du même. Le modèle bureaucratique reste en place, inchangé, quelque soit le parti au pouvoir, et ce qui nous tient lieu de changements politiques relève du cosmétique et de la poudre aux yeux (le Plan nord, ça vous dit quelque chose?), le tout enrobé à toutes les saveurs de la rectitude politique. PLQ et PQ utilisent des réseaux différents pour se faire élire mais une fois au pouvoir, la différence entre ces deux partis est dans le style et les détails; quant à la substance, il n'y a plus de différence fondamentale entre eux, ils sont devenus parfaitement interchangeables. Chemin faisant, l'électorat se désintéresse à juste titre des élections et la corruption, suivant de près la stagnation, semble pourrir de partout le système public.

Le PLQ, autant que le PQ, est donc engagé dans une inflation continuelle de demandes d'argent auprès du gouvernement fédéral, chaque nouvelle demande n'étant que la prémisse de la prochaine.

Doit-on se surprendre alors que nous passions aux yeux d'un grand nombre de Canadiens pour une bande de quémandeurs et d'enfants gâtés qui ne sont jamais satisfaits? Doit-on être déçu que selon un récent sondage, 26% des Albertains sont en faveur de la sécession du Québec? Il faudra y prendre garde, sinon, dans un proche avenir, la souveraineté du Québec recevra plus d'appuis en Alberta qu'au Québec!

Ne pas comprendre que le comportement de nos politiciens irrite nos compatriotes du Canada anglais, c'est faire ce qu'on appelle en droit de l'aveuglement volontaire. Et ne blâmons pas que nos politiciens. Depuis près de vingt ans, l'électorat québécois envoie à Ottawa une majorité de députés dont le projet premier est de voir au démantèlement de la fédération canadienne telle qu'elle existe présentement. Bien des électeurs qui votent pour le Bloc le font avec un malin plaisir à emmerder le reste du Canada. Or la capacité de nuisance du Bloc à Ottawa est plus grande qu'on pourrait le croire. En effet, depuis que la droite canadienne a fusionné en 2003, la cinquantaine de députés du Bloc fait en sorte qu'il est devenu mathématiquement presque impossible de former un gouvernement majoritaire à Ottawa, ce qui explique que nous avons eu des élections fédérales en 2004, en 2006, en 2008, et que nous en aurons d'autres bientôt.

De fait, rien n'illustre mieux que le Bloc québécois le caractère nuisible de l'échec souverainiste. Lors de sa fondation en 1992, ce devait être le parti d'une seule élection. «Ou bien nous gagnerons le prochain référendum, et nous ne pourrons alors plus siéger à Ottawa, ou bien nous le perdrons, et nous serons alors devenus inutiles,» résumait alors Lucien Bouchard. On connaît la suite : aux lendemains de la défaite référendaire de 1995, Lucien Bouchard respecta cette logique en démissionnant comme chef du Bloc et en venant œuvrer sur la scène politique provinciale mais, chemin faisant, il oublia de saborder son parti fédéral.

D'inutile qu'il était devenu, le Bloc devint rapidement nuisible car il offrait et offre encore aux Québécois un exutoire leur permettant de ne pas s'investir activement (tant sur le plan politique que sur le plan psychologique) dans la fédération canadienne alors que, par ailleurs, nous ne sommes toujours pas devenus un peuple souverain. D'une part, les bloquistes conçoivent que les intérêts du Québec seraient de faire la souveraineté, mais d'autre part, ils prétendent qu'ils vont promouvoir ces intérêts sur une scène politique sur laquelle, par définition, la souveraineté ne peut pas se réaliser. Ce faisant, le Bloc québécois est devenu avec les années une machine politique programmée pour générer de l'échec.

Or cette logique de l'échec convient merveilleusement bien à la paranoïa nationaliste, et c'est ce qui selon moi a permis la pérennité du Bloc. En effet, un des réflexes typiques de la personnalité paranoïde est de chercher à vivre l'échec. Ce réflexe se nomme en psychiatrie la «répétition». Le paranoïaque «répète» les stratégies qui l'ont mené à l'échec dans ses transactions avec le monde extérieur afin de reconfirmer sans cesse à ses propres yeux que ce monde lui est hostile et qu'il doit donc s'en méfier.

J'en conclus que l'incapacité des souverainistes à admettre leur défaite est largement due à la gangrène nationaliste. Le résultat de cette incapacité est que, collectivement, nous nous comportons comme si nous vivions dans un pays imaginaire : alors que nous ne sommes pas, dans les faits, devenus un peuple souverain, nous agissons souvent comme si le Canada était un pays étranger et nous envoyons des députés bloquistes comme «ambassadeurs» à Ottawa. Commentant le discours de Maxime Bernier, Jean-Pierre Charbonneau a d'ailleurs fait au Club des ex une remarque savoureuse et très révélatrice : « Si Maxime Bernier veut critiquer le gouvernement du Québec, qu'il mette sa face sur un poteau et qu'il vienne se faire élire au Québec! » s'est

exclamé, enflammé, monsieur Charbonneau. Que je sache, la Beauce ne s'est pourtant pas encore séparée du Québec. Mais peut-être Jean-Pierre Charbonneau a-t-il raison de traiter Maxime Bernier en étranger car ce dernier n'est pas citoyen du pays imaginaire des interventionnistes-nationalistes-souverainistes à la Charbonneau. Et tant qu'à y être, révélons le fameux mystère Québec : au cœur du Québec, un million de Québécois habitant la vieille capitale et ses alentours vivent non pas dans un pays imaginaire du Québec, mais bien dans une province réelle qui fait partie d'une fédération canadienne bien concrète. Pour la majorité des citoyens de la grande région de Québec, le Canada n'est pas un pays étranger et le Québec n'est pas un fantôme.

Je pense avoir posé un diagnostic qui rend bien compte des causes et des effets de l'impasse politique dans laquelle s'est enlisé le Québec au cours des cinquante dernières années suite à l'échec de la troïka de l'interventionnisme, du nationalisme et du souverainisme. Un tel diagnostic perd une grande partie de son intérêt s'il ne débouche pas sur des pistes solutions. C'est ce à quoi je m'attarderai dans suite de mon texte.



Que faire?

Si nous voulons remettre en question l'interventionnisme bureaucratique au Québec, nous devons accepter les verdicts référendaires et conclure que pour le futur prévisible, c'est au sein du cadre fédéral actuel que les changements devront se faire. Il ne s'agit pas, pour ceux d'entre nous qui croient que le Québec aurait tout à gagner à devenir un pays indépendant, de renoncer à leurs convictions; il s'agit plutôt d'accepter de mettre le projet souverainiste sur la glace, et de l'y mettre pour de vrai. À terme, cela pourrait paradoxalement avoir des effets bénéfiques pour le projet souverainiste, comme je l'expliquerai ci-après.

Plus essentiel encore, il ressort de la précédente analyse que le cœur du complexe de facteurs qui expliquent notre enlèvement politique et notre immobilisme collectif, c'est le nationalisme. S'ils espèrent avoir du succès, ceux qui s'intéressent à la remise en question du «modèle» québécois ne pourront pas faire l'économie d'une critique en profondeur de l'attitude nationaliste.

Certains hésiteront sans doute à le faire et ont probablement éprouvé un certain inconfort en lisant ce texte, puisqu'il apparaît sain et normal d'aimer la société dans laquelle on vit et d'avoir une affection particulière pour son propre peuple. Or qu'est-ce que le nationalisme, sinon éprouver de l'amour pour les siens? Il apparaîtrait donc sain et normal d'être nationaliste. Dans cette logique, ne pas être nationaliste représenterait une forme d'indifférence envers soi-même, et critiquer la nation et ses œuvres représenterait une forme trahison ou de haine de soi (dans le cas particulier du Québec, on parlera de «Québec bashing»). Ce raisonnement peut paraître d'une évidente vérité, mais il est foncièrement simpliste et fallacieux. La raison en est que l'amour de soi (et cela inclut

l'amour du moi collectif) peut prendre des formes diverses dont certaines sont saines et d'autres le sont moins ou encore sont carrément malsaines. On aura compris que je place le nationalisme dans cette dernière catégorie.

D'autres formes d'amour du moi collectif s'offrent à nous, qui sont plus saines que le nationalisme. Je pense en particulier au patriotisme et au traditionalisme.



Le patriotisme

Le patriotisme est une forme d'attachement de l'individu à la collectivité qui, contrairement au nationalisme, ne met pas en opposition systématique les intérêts individuels et les intérêts collectifs. Alors que le nationalisme se fonde sur l'émotion (l'anxiété face à des menaces extérieures), le patriotisme n'est pas qu'émotif. Bien entendu, le patriote aime sa société et son peuple du simple fait qu'ils sont les siens, mais il comprend aussi qu'il doit se soucier du bon fonctionnement de la société dans laquelle il vit parce que, bon ou mauvais, le fonctionnement de cette société aura éventuellement un impact direct sur sa qualité de vie personnelle.

Ainsi, l'amour de la collectivité n'empêche pas le patriote de critiquer ce qu'il perçoit comme des égarements de la collectivité. Bien au contraire, parce qu'il s'aime lui-même et que, par extension, il aime ses proches et ses concitoyens, le patriote critiquera vigoureusement les actions et décisions de l'État qu'il juge nuisibles. Insistons : si le patriote se fait un devoir de critiquer, ce n'est pas parce qu'il est un traître à la nation et ce n'est pas parce qu'il projette sur les siens une haine de soi complexée; la critique du patriote se fonde à la fois sur l'intérêt bien entendu et sur l'amour des siens.

Le patriotisme peut ouvrir à l'autocritique et à l'introspection collective parce que, contrairement au nationalisme, le patriotisme ne repose pas sur l'anxiété en rapport à des ennemis extérieurs face auxquels la collectivité se rendrait vulnérable si elle se laissait affaiblir par la remise en question et les débats internes.



Le traditionalisme

Au patriotisme, on peut ajouter une autre forme d'amour du moi collectif que je nommerais le traditionalisme. Dans notre identité individuelle se trouvent recueillis des siècles de traditions. C'est ce qu'exprime le principe de la sociologie selon lequel la société est plus le fait des morts que des vivants. En tant qu'héritiers de traditions qui constituent notre identité, un amour de soi qui est sain peut inclure une affection particulière pour ce que l'histoire nous a transmis.

Au Québec, cet héritage inclut au premier chef la langue française. Un patriote pourrait faire une analyse coûts-bénéfices et conclure que notre peuple aurait tout intérêt, économiquement parlant, à s'assimiler à la majorité anglophone nord-américaine. Le traditionaliste répliquerait à ce patriote que ce serait là dilapider un héritage précieux que nous avons le devoir de préserver par amour de ce que nous sommes.

À l'inverse, un nationaliste prétendra souvent que les menaces pesant sur la langue française sont le fruit des ennemis de l'extérieur et que pour «sauver» la langue française, l'instrument de choix est la législation et la coercition. Plus raisonnable, le traditionaliste s'inquiètera de la manière dont on enseigne la langue française dans nos écoles. Il constatera qu'après une cinquantaine d'années de gouvernements nationalistes, l'école publique québécoise forme des jeunes qui ont souvent du mal à écrire une seule phrase structurée à la sortie du secondaire. Il constatera que l'enseignement de l'anglais est aussi pitoyable que celui du français, d'où il inférera que si on peut mal enseigner les deux mal, on pourrait aussi les enseigner bien tous les deux. Le traditionaliste n'a donc pas peur de ce que nos jeunes apprennent l'anglais correctement, voire une troisième et une quatrième langue : son souci fondamental est que le français soit appris correctement.

Pour le reste, il reste ouvert au débat public et à l'introspection collective sur ce que devrait être l'école publique et sur ce qu'elle devrait enseigner.

Nos traditions incluent le christianisme, principalement sous la forme du catholicisme. C'est là un point sensible pour les nationalistes, qui cultivent un sentiment de culpabilité honteuse face à notre héritage catholique, sentiment qui s'extériorise sous la forme d'une agressivité mal contrôlée envers toute chose religieuse. L'allergie haineuse envers le religieux origine au Québec du refus global ayant préparé la voie à la rupture tranquille du début des années 60. Cette haine allergique du religieux est une des composantes fondamentale de notre conscience nationaliste, celle-ci se fondant sur le rejet du Canadien-français au profit du Québécois. De plus, l'interventionnisme bureaucratique visait à ce que l'État remplace l'Église et qu'une classe nouvelle de fonctionnaires syndiqués remplace le clergé. Encore aujourd'hui au Québec, un esprit superficiel et sans culture véritable peut se croire intellectuel et libre penseur simplement en déclinant le credo de la trinité du souverainisme, de l'anti-américanisme (personnalisation de l'anti-capitalisme) et de l'anticléricalisme.

J'ai rencontré et entendu un nombre impressionnant de personnes brillantes ayant rompu avec le nationalisme et avec l'interventionnisme bureaucratique mais dont l'esprit restait prisonnier des réflexes antireligieux. Pour ma part, je suis, je le confesse, non-croyant et non-pratiquant : dois-je pour autant me révolter contre les moulins à vent d'une église désormais marginalisée au Québec? Dois-je me repentir de ce que mes grands-parents allaient à l'église le dimanche? Dois-je avoir honte de ce que mes arrière-grands-parents croyaient que leur curé était un saint homme? Dois-je me dissocier à tout prix de mes ancêtres en sautant sur chaque occasion de déclarer que je suis athée et

que la religion, ça ne veut plus rien dire pour moi? De telles attitudes recèleraient une haine de soi larvée dont le traditionalisme peut nous préserver. Maxime Bernier a bien raison d'affirmer que nous pouvons être fiers des 400 ans d'histoire de notre peuple. Nos ancêtres ont fait montre de vertus indéniables, telle la responsabilité individuelle, la solidarité familiale et communautaire, le travail, la persévérance. Ils ont fait preuve d'un entêtement remarquable qui explique la persistance de notre peuple dans l'existence. Et cela avait quelque chose à voir avec leur éducation religieuse, que ça plaise ou non à nos mécontemporains.

Je pense donc que nous avons intérêt à sortir de ce complexe face à une partie importante de notre histoire et de notre identité. D'autant qu'en critiquant le modèle québécois, c'est l'œuvre des révolutionnaires tranquilles que nous remettons en question. Ce faisant, la cohérence nous porte inévitablement à reprendre contact avec l'héritage canadien-français. L'anticléricalisme sous-cutané au mieux ne contribue en rien à une pareille remise en question. Au pire, il est carrément néfaste parce qu'il nuit à l'atteinte d'une conscience limpide de ce que nous sommes et parce qu'il nous prive, sur le plan pratique, de certains alliés dont nous aurons besoin pour remettre le Québec sur ses rails.

Pour en revenir au traditionalisme, j'en aperçois deux sortes. Il y a d'une part ceux pour qui notre histoire religieuse représente un intérêt plutôt muséal. Ceux qui se réclament de ce traditionalisme modéré iront peut-être se marier à l'église, mais ce ne sera pas par conviction profonde : plutôt, ce sera pour faire plaisir aux grands-parents et aux «matantes», et surtout parce qu'une splendide robe de mariée est mieux mise en valeur par le décorum d'une église que par le décor aseptisé d'une salle de palais de justice (sans compter que la mariée ne risque pas à

l'église de se retrouver dans le même ascenseur qu'un repris de justice aux bras tatoués et les menottes aux poignets).

Les traditionalistes modérés risquent de trouver les catholiques sympathiques lorsque, silencieux, ils se contentent de faire partie des meubles, mais il arrive à plusieurs d'entre eux de rejoindre le camp des modernistes anticléricaux dès que les catholiques expriment leurs convictions sur la place publique, comme ils le firent récemment, monseigneur Ouellet en tête. Mais je demande aux traditionalistes modérés : si le catholicisme fait partie de notre histoire et mérite à ce titre une certaine sympathie de notre part, pourquoi serait-il alors si difficile de supporter qu'un monseigneur aille dire sur la place publique que l'église catholique désapprouve l'avortement? Ne le savions-nous pas déjà. Accepterions-nous que les Catholiques existent parmi nous, mais à condition de se taire? Les réactions acerbes et outragées aux propos de monseigneur Ouellet dénotent un manque de culture démocratique de la tolérance. On peut être en profond désaccord avec la position de Marc Ouellet sur l'avortement sans pour autant le condamner pour avoir osé exprimer publiquement sa position. De fait, monseigneur Ouellet a été victime des mêmes réflexes tribaux que Maxime Bernier.

Chez les Catholiques, que ne nommerai les «traditionalistes religieux», une partie fondamentale de notre histoire demeure vivante. En eux, l'histoire et le présent se conjuguent. Ils sont des traditionalistes au sens le plus fort du terme et méritent à ce titre le respect des traditionalistes modérés. Ces gens sont peu susceptibles de chercher la rédemption dans les fois séculaires que sont le souverainisme, le nationalisme et le socialisme. De plus, ils sont plus susceptibles d'appartenir à la classe moyenne (car la religion enseigne des vertus propres à cette classe sociale) et de fonder des familles. Sans compter que les Catholiques seront bien surreprésentés parmi les personnes âgées, qui ont, en autres caractéristiques, la manie de voter

lors des élections. Me basant sur un sondage indiquant que 16% des Québécois appuient les revendications de la CLÉ (Coalition pour la liberté en éducation, qui milite en faveur du retour de l'enseignement religieux au choix dans les écoles publiques), j'estime que près de un Québécois sur six est ou bien un traditionaliste religieux, ou bien sympathique au traditionalisme religieux. Je conclus de ce qui précède qu'un parti politique qui prétend réformer l'État québécois pour le bénéfice de la classe moyenne et des familles québécoises doit impérativement s'allier aux traditionalistes religieux. Si on en juge par la récente course à la chefferie de l'ADQ, il reste du travail à faire en ce sens, car aucun des candidats en lice n'a fait le moindre effort pour les courtiser.

Nous libérer du réflexe hippy qui consiste à conspuer la religion ainsi que notre passé catholique aurait un autre effet fort bénéfique : cela faciliterait l'intégration des immigrants, dont plusieurs ont des croyances religieuses fortes. Car on ne peut être ouvert à la religion des autres si on est complexé et agressif envers la religion des nôtres.



Abandonner la souveraineté?

Alors qu'il caressait encore l'espoir de succéder à Bernard Landry comme chef du PQ, François Legault avait l'habitude d'affirmer que le Québec n'avait plus les moyens de se gouverner comme province et devait donc devenir un pays souverain s'il voulait parvenir à joindre les deux bouts. Prenant note de la précaire situation fiscale du Québec, Legault en tirait un argument en faveur du projet souverainiste.

Il y avait à mes yeux une apparence de cynisme dans ce raisonnement : d'abord, on vous met dans le trouble (à l'époque, en 2004, le PQ avait été au pouvoir pendant 18 des 26 précédentes années), et ensuite on prétend que vous êtes devenus trop pauvres pour ne pas quitter la fédération canadienne, on affirme qu'il faut faire la souveraineté afin de récupérer l'ensemble du champ fiscal.

De fait, François Legault mettait la charrue avant les bœufs et je dirais qu'il faut inverser «boutte pour boutte» son raisonnement. En effet, pourquoi le peuple appuierait-il un projet de pays qui serait mené par une classe politique qui n'a pas démontré la compétence et le sens des responsabilités nécessaires pour administrer correctement une province? La situation fiscale du Québec et l'étiollement de la qualité et de l'accessibilité des services publics offre aux politiciens souverainistes l'occasion de faire leurs preuves et de nous convaincre de leur étoffe. J'invite les Québécois véritablement lucides à dire à chaque fois qu'ils en auront l'occasion aux professionnels de la souveraineté que «tant que vous n'aurez pas mis de l'ordre dans les dépenses publiques de la province, nous ne voudrions rien entendre de votre projet de pays».

À l'inverse, lorsque les livres balanceront, lorsque le Québec se démarquera des autres provinces canadiennes en vertu de ses bonnes performances économiques et sociales, nous aurons

alors deux puissants motifs pour considérer sérieusement le projet souverainiste : d'une part, une situation financière solide nous donnerait des marges de manœuvres qui rendraient l'aventure d'autant moins risquée; d'autre part, les Québécois auraient alors la preuve qu'il se trouve au Québec une classe politique qui a l'étoffe requise pour accomplir des choses grandes et difficiles ce qui, soyons honnêtes, n'est pas le cas présentement quelque soit le parti politique que l'on considère (nos politiciens provinciaux semblent avoir la mauvaise manie de devenir des personnes irréprochables sur le plan moral et intellectuel le jour où ils quittent la politique, qu'on pense aux Bouchard, Legault, Facal, Couillard, Dumont et compagnie; c'est comme si la retraite leur donnait du courage; je nomme désormais ce phénomène le «syndrome Marc Bellemare») .

Lors de la présentation du récent budget Bachand, Pauline Marois a déclaré que, comme première ministre du Québec, elle mènerait de front les deux batailles et qu'elle travaillerait à la fois à redresser les finances publiques (je pense qu'il faudrait plutôt parler *d'assainir les dépenses publiques*) et à mener le Québec à la souveraineté. Je viens d'indiquer pourquoi cela ne pourra pas être. D'autant que pour accomplir la souveraineté dès maintenant, il faudrait ménager des clientèles électorales et des sensibilités multiples (entre autres, celles des grandes centrales syndicales), ce qui viendrait paralyser toute tentative sérieuse de réformer le système bureaucratique québécois. Si, à long terme, cette réforme est parfaitement conciliable avec le projet souverainiste comme je l'ai suggéré, ces deux objectifs sont en parfaite contradiction à court terme.

«Mais alors,» me dira-t-on, «c'en est fait de la souveraineté pour les 10, 15, et peut-être même les 20 années à venir?» Ce à quoi je répondrai que les sondages effectués à l'occasion du référendum de 1980 indiquent que de toute manière, ceux qui aspirent à la souveraineté du Québec devront prendre

leur mal en patience. Aussi bien utiliser à profit cette période d'attente et suivre en cela le conseil de Machiavel, qui affirme dans son fameux *Prince* que c'est pendant les périodes de paix que se gagnent les guerres. Au lieu de se décourager parce que leur projet est présentement en jachère, les souverainistes devraient donc s'atteler à préparer leurs futures moissons. Et s'ils n'ont pas la patience d'attendre une autre génération avant de faire leurs agapes, c'est qu'ils ne sont tout simplement pas sérieux. C'est du destin d'un peuple dont il est question ici, et non du caprice d'une génération narcissique.

Sur la souveraineté du Québec, je pense en avoir dit suffisamment pour servir mon propos.



La gauche ou la droite?

L'auteur de ces lignes est, selon plusieurs définitions qui ont cours, un homme de droite. De plus, c'est principalement (quoique pas uniquement), le lectorat de droite que j'avais en tête en les écrivant.

Je tiens toutefois à préciser que les enjeux qui sont au cœur de ce texte dépassent largement les clivages gauche-droite et souverainiste-fédéraliste. Ces enjeux touchent au bien qui nous est commun, à la justice, au bien-être physique et moral du peuple québécois ainsi qu'à l'équité intergénérationnelle.

Il faut distinguer entre une gauche lucide et une gauche ludique. Par gauche ludique, j'entends la gauche utopiste qui fait dans l'angélisme; cette gauche du «on n'a qu'à faire payer les riches» qui refuse d'envisager les problèmes de front et préfère prêcher dans le désert l'abolition des paradis fiscaux. En un mot, la go-gauche. La distinction entre ces deux gauches est implicite dans le récent livre de Jean-François Lisée *Pour une gauche efficace* (Boréal, 2008), quoique Lisée ne parvient malheureusement pas dans sa réflexion à se libérer des diktats de la rectitude politique. En autant qu'ils sont prêts à composer avec le principe de réalité, les gauchistes ont une grande contribution à apporter à la réforme en profondeur du «modèle» québécois.

Ainsi, les militants du PQ ont-ils eu tort de croire qu'ils auraient renoncé à leur héritage social-démocrate s'ils avaient appuyé la volonté de Pauline Marois de revoir l'appareil bureaucratique de l'État québécois. Depuis quand le gaspillage, l'inefficacité, l'injustice intergénérationnelle et la médiocrité dans les services publics font-ils partie du credo social-démocrate?

De fait, si nous regardons ce qui se passe dans les social-démocraties européennes, nous constaterons que les remises en questions fondamentales qu'il serait nécessaire d'effectuer ici ont déjà été faites ailleurs depuis longtemps et continuent de se faire. Nous nous demanderons alors pourquoi nos sociaux-démocrates se complaisent-ils dans la médiocrité d'un modèle dépassé, et nous soupçonnerons que c'est là l'effet du blocage souverainiste et de la paranoïa nationaliste. Surtout, nous constaterons à quel point sont trompeurs les amalgames de clichés qui tiennent trop souvent lieu d'idées dans nos débats publics de façade.

Voici un exemple probant, parmi tant d'autres, de ce que je veux dire ici. On associe souvent le libéralisme économique au Chili, et donc au dictateur Pinochet et à l'enfer alors que la Suède incarnerait le paradis social-démocrate. Éric Duhaime, dans une récente note économique réalisée sous l'égide de l'Institut économique de Montréal, proposait de réformer la Régie des rentes du Québec en s'inspirant des réformes effectuées en 1981 dans ce domaine au Chili. Lorsque publiquement questionné à ce sujet, le très décevant ministre Sam Hamad s'est contenté de rabrouer Éric Duhaime en le traitant de disciple du général Pinochet. Or jusqu'à maintenant, une trentaine de pays se sont inspirés à divers degrés des réformes chiliennes en matière de fonds de pensions publics et le premier pays à l'avoir fait, vous avez bien lu, fut la Suède! De manière plus générale, mentionnons le texte de Marcel Boyer intitulé *Pour une social-démocratie concurrentielle*, ouvrage dans lequel Boyer montre comment les objectifs de la social-démocratie sont souvent beaucoup mieux servis en ayant recours à des mécanismes misant sur la concurrence qu'en ayant recours au traditionnel interventionnisme d'un État monopolistique.

En finir avec le déni, sortir des carcans idéologique cloîtrés et stériles, s'inspirer de ce qui se fait de mieux

ailleurs et, surtout, évaluer les politiques publiques en vertu de leurs résultats, et non en vertu de leurs bonnes intentions et de leur pureté idéologique : voilà ce que je propose. Certains, dont je suis, voudront que l'État en fasse moins, disant que *small is beautiful* et que *less is more*. D'autres insisteront plutôt pour que l'État accomplisse autrement et plus efficacement ses tâches. Dans tous les cas, les Québécois seront mieux servis par le politique. Pour le reste, gauche ou droite, ça me paraît très secondaire.



Conclusion

À la lumière de ce qui précède, on comprendra mieux l'importance que j'accorde au discours prononcé le 16 avril dernier par Maxime Bernier et l'admiration que j'éprouve pour ce politicien. Chacun des éléments de ce texte, qui paraît pourtant bien long, mériterait d'être complété et approfondi, et c'est ce que je compte faire au cours des mois qui viennent sur le site *lesanalystes.ca*. J'espère toutefois que sous sa forme actuelle, il permet déjà au lecteur de mieux comprendre plusieurs des traits saillants de la politique québécoise d'aujourd'hui. C'était, en tout cas, son objectif premier.

